

BLAY contre COMPAGNIE DES MINES DE LIÉVIN; VI, 366.

ARRÊT DE LA COUR D'APPEL de Dijon, du 30 décembre 1896. Mines; dommages causés à un édifice construit sur un terrain ayant été vendu avec clause de non-garantie (*affaire GOUTHIERE contre SCHNEIDER ET C^{ie}*); VI, 321.

— 3 avril 1897. Nîmes. Caisse de prévoyance d'ouvriers mineurs; ouvrier blessé; validité de la procédure malgré l'usage indûment accordé du bénéfice de l'assistance judiciaire; défaut d'acceptation des clauses de la caisse de prévoyance; rejet de la requête (*affaire ROUX contre MARSAUT*); VI, 430.

— 30 avril 1897. Angers. Carrière; exploitation dans le terrain d'autrui moyennant redevance; défaut de déclaration; responsabilité pénale des auteurs des travaux d'extraction; VI, 341.

— 21 mai 1897. Lyon. Arrêt confirmant purement et simplement le jugement du tribunal civil de Saint-Etienne du 14 août 1895 (voir *infra*, p. 186).

— 12 juillet 1898. Alger. Exploitation, par le concessionnaire d'une mine de fer, de minerais de fer superficiels sis à l'intérieur de la concession (*affaire GUINEBERTIERE ET HARVIN contre C^{ie} DES MINERAIS DE FER MAGNÉTIQUE DE MOKTA-EL-HADID*; mines de *Bou-Hamra*); VII, 527.

— 22 décembre 1898. Lyon. Redevances tréfoncières; interprétation des actes administratifs déterminant la quotité de ces redevances; renvoi à statuer devant l'autorité compétente (*affaire SOCIÉTÉ CIVILE DES TRÉ-*

FONDS contre COMPAGNIE DES MINES DE ROCHE-LA-MOLIERE ET FIRMINY); VIII, 643.

ARRÊT DE LA COUR D'APPEL de Lyon, du 15 novembre 1899. Grève d'ouvriers mineurs; réquisition; nécessité de l'intervention des autorités locales; application de l'article 5 du décret du 3 janvier 1843 (*grève d'août 1899 aux mines de la Loire*); IX, 202.

— 22 décembre 1899. Douai. Mines; dégradations causées à des terrains; irrecevabilité d'offres d'indemnité représentant la dépréciation de ces terrains devenus impropres à recevoir des constructions; responsabilité des dommages causés aux constructions élevées postérieurement (*affaire RINCHEVAL contre COMPAGNIE DES MINES DE LIÉVIN*); IX, 467.

— 13 février 1900. Orléans. Carrière souterraine; galeries superposées constituant des propriétés distinctes; droits des propriétaires respectifs (*affaire BIGOT contre BONROY*); X, 26.

— 23 mars 1900. Alger. Exploitation, par le concessionnaire d'une mine de fer des minerais de fer superficiels sis à l'intérieur de la concession (arrêt rejetant un déclinatoire d'incompétence déposé par le préfet du département; *affaire GUINEBERTIERE ET HARVIN contre COMPAGNIE DES MINERAIS DE FER MAGNÉTIQUE DE MOKTA-EL-HADID*; mines de *Bou-Hamra*); IX, 485.

— 23 mars 1900. Alger. Arrêt conforme au précédent (mêmes parties; mines des *Karézas*); IX, 494.

— 27 mars 1900. Douai. Acci-

dent imputable aux préposés d'une compagnie minière; responsabilité civile de celle-ci et action récursoire contre les préposés (*affaire GAMBERT contre COMPAGNIE DES MINES DE DROCOURT*); X, 183.

ARRÊT DE LA COUR D'APPEL d'Alger, du 5 mai 1900. Exploitation, par le concessionnaire d'une mine de fer, des minerais de fer superficiels sis à l'intérieur de la concession (arrêt de sursis à la suite d'un arrêté de conflit, *affaire GUINEBERTIERE ET HARVIN contre COMPAGNIE DES MINERAIS DE*

FER MAGNÉTIQUE DE MOKTA-EL-HADID; mines de *Bou-Hamra*); IX, 486.

ARRÊT DE LA COUR D'APPEL d'Alger, du 5 mai 1900. Arrêt conforme au précédent (mêmes parties; mines des *Karézas*); IX, 494.

— 27 juin 1900. Douai. Appareils à vapeur; contravention aux règlements; application de la loi du 21 juillet 1856; X, 206.

— 8 mars 1901. Amiens. (Même affaire que la précédente); X, 209.

DIX-HUITIÈME SECTION

JUGEMENTS DE TRIBUNAUX

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL d'Alais, du 23 novembre 1871. Tarrissement de sources occasionné par l'exploitation souterraine d'une mine; terrains d'où provenaient les sources appartenant au concessionnaire (*affaire VILLESCHE contre COMPAGNIE DES FORGES ET FONDERIES D'ALAIS*); IV, 13.

— 17 juin 1881. Saint-Etienne. Tarrissement de sources occasionné par l'exploitation souterraine d'une mine; dommages causés à des fonds voisins de la mine; absence de responsabilité (*affaire SIGRAND contre COMPAGNIE DES MINES DE ROCHE-LA-MOLIERE ET FIRMINY*); IV, 18.

— 13 novembre 1886. Saint-Etienne. Mines; accident; res-

ponsabilité (jugement préparatoire; Voir *infra* le jugement au fond du 27 juin 1888; *affaire FRÉRY contre SOCIÉTÉ DES HOUILLÈRES DE SAINT-ETIENNE*); I, 300.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL DE Saint-Etienne, du 24 février 1887 (jugement préparatoire; même affaire que la précédente); I, 300.

— 29 mai 1888. Saint-Etienne. Redevances tréfoncières; cessation de l'exploitation de la mine ayant entraîné la suspension de ces redevances; exploitation par remblais (*affaire SOCIÉTÉ CIVILE DES TRÉFONDS contre exploitants de la mine de MONTAUD*); III, 63.

— 27 juin 1888. Saint-Etienne. Accident survenu dans une mine;

responsabilité civile de la société exploitante nonobstant le fait que le travail, au cours duquel l'accident s'est produit, était confié par entreprise à un tiers (*affaire FRÉRY contre SOCIÉTÉ DES HOUILLÈRES DE SAINT-ETIENNE*) ; I, 302.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL DE Nevers, du 19 novembre 1888. Exploitation d'une carrière sous des chemins vicinaux; prescription de l'action civile (*affaire COMMUNE DE SAINT-LÉGER-DES-VIGNES contre BERTILLOT et consorts*) ; II, 14.

— 29 novembre 1888. *Saint-Etienne*. Expropriation d'un terrain occupé par un concessionnaire de mines [*affaire SOCIÉTÉ DES HOUILLÈRES DE SAINT-ETIENNE contre L'ETAT (manufacture d'armes de Saint-Etienne)*] ; I, 250.

— 6 juin 1890. *Marseille*. Conditions d'emplacement de chaudières installées en 1879, avec l'assentiment du propriétaire de l'immeuble voisin, conformément aux prescriptions du décret, alors en vigueur, du 25 janvier 1865 (*affaire PONCELET ET LAGET contre époux GOUTINES*) ; II, 416.

— 28 juin 1890. *Saint-Etienne*. Indivisibilité d'une concession de mines; contrat visant le fractionnement des produits (*affaire COMPAGNIE DES MINES DE MONTRAMBERT contre COMPAGNIE DE LA RICAMARIE et consorts AGUILLON ET SOVIGNET*) ; IV, 463.

— 24 juillet 1890. *Saint-Etienne*. Mines; épuisement des eaux provenant d'une concession voisine; absence d'avantage procuré à cette dernière concession à raison de son inexploitation; aucune indemnité due (*affaire PELLETIER*

contre SOCIÉTÉ ANONYME DES HOUILLÈRES DE SAINT-ETIENNE) ; III, 296.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL d'Alais, du 2 décembre 1890. Accident; action civile; interruption de la prescription par suite d'une reconnaissance tacite de la dette (*affaire MALBOS contre COMPAGNIE DE BESSÈGES*) ; II, 499.

— 13 mars 1891. *Villefranche (Aveyron) (tribunal correctionnel)*. Règlements intérieurs de mines homologués par le préfet; question de l'approbation ministérielle en vertu du décret du 3 janvier 1813; I, 291.

— 6 juin 1891. *Amiens (tribunal civil)*. Chemins de fer d'intérêt local; accident survenu sur un passage à niveau non muni de barrières (*affaire TABARY contre COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER ÉCONOMIQUES*) ; II, 499.

— 30 juin 1891. *Aubusson*. Mines; dommages causés à la propriété superficielle par suite d'une interdiction d'irriguer; calcul de l'indemnité due (*affaire époux MOUROT contre COMPAGNIE DES HOUILLÈRES D'AHUN*) ; V, 469.

— 8 août 1891. *Douai*. Ouvrier mineur; congédiement pour absence non autorisée (*affaire MOCHÉ contre COMPAGNIE DES MINES D'ANICHE*) ; II, 578.

— 14 mars 1892. *Saint-Etienne*. Cession d'une concession de mines; dégâts provenant de travaux antérieurs à cette cession; responsabilité du cédant (*affaire SOCIÉTÉ ANONYME DES HOUILLÈRES DE RIVE-DE-GIER contre SOCIÉTÉ ANONYME DES MINEURS DU GIER*) ; III, 502.

— 5 avril 1892. *Lens (justice de*

paix). Cité ouvrière appartenant à un exploitant de mines; stationnement dans une rue en dépendant (*affaire SOCIÉTÉ DES MINES DE LENS contre DILLY*) ; II, 582.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL DE Béthune, du 29 décembre 1892 (même affaire que la précédente) ; II, 585.

— 23 février 1893. *Béthune*. Dégâts causés à des terrains par l'exploitation souterraine d'une mine; irrecevabilité d'offres d'indemnité représentant la dépréciation des terrains devenus impropres à recevoir des constructions (*affaire RINCHEVAL contre SOCIÉTÉ DES MINES DE LENS*) ; VI, 18.

— 23 juin 1893. *Forcalquier*. Tassement de sources occasionné par l'exploitation souterraine d'une mine; responsabilité de l'exploitant (*affaire AUROUZE contre SOCIÉTÉ DES MINES DE BIAUX*) ; IV, 28.

— 26 juillet 1893. *Saint-Etienne*. Mines; redevances tréfoncières; incompétence de la juridiction civile sur la question d'interprétation des actes qui ont fixé les conditions de paiement de ces redevances (*affaire NEYRON-DE-SAINT-JULIEN contre COMPAGNIE DES MINES DE ROCHE-LA-MOILLÈRE ET FIRMINY*) ; IV, 272.

— 23 novembre 1893. *Bône*. Mines de fer concédées; revendication par des propriétaires du sol de gisements superficiels; appel en garantie de l'Etat vendeur des terrains de surface (*affaire époux JUMEL DE NOIRETTERE contre COMPAGNIE DES MINES DE FER MAGNÉTIQUE DE MORTAEL-HADID*) ; VIII, 432.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL DE Niort, du 13 mars 1894. Mines; occupation de terrains par un exploitant de mines; dépréciation causée à ces terrains; dommages-intérêts (*affaire consorts de CHANTREAU contre SOCIÉTÉ DES MINES DE SAINT-LAURS*) ; IV, 302.

— 30 mai 1894. *Saint-Etienne*. Tassement de sources occasionné par l'exploitation souterraine d'une mine; responsabilité de l'exploitant (*affaire MINAIRE contre COMPAGNIE DES MINES DE LA LOIRE*) ; IV, 25.

— 1^{er} juin 1894. *Béthune*. Dommages causés par l'exploitation souterraine d'une mine; affaissement du sol; travaux d'exhaussement imposés à l'exploitant (*affaire DELASSUS contre COMPAGNIE DES MINES DE LIÉVIN*) ; V, 493.

— 6 juillet 1894. *Bordeaux (tribunal correctionnel)*. Bateau à vapeur; contravention tombant sous l'application de la loi du 21 juillet 1856; complicité (*affaire bateau à vapeur « GÉDÉON COUDERT »*) ; V, 427.

— 17 juillet 1894. *Saint-Etienne*. Concession de mines; validité d'un traité passé avec les propriétaires du sol antérieurement à l'acte de concession (*affaire consorts NICOLAS contre COMPAGNIE DES MINES DE LA LOIRE*) ; VIII, 360.

JUGEMENT DU TRIBUNAL DE JUSTICE DE PAIX de Saint-Etienne (canton sud), du 26 octobre 1894. Caisse de secours d'ouvriers mineurs; nomination des membres du conseil d'administration; application de l'article 11, §2, de la loi du 29 juin 1894 (continuité des cinq années de travail dans la circonscription pour l'éligibilité

des membres de ce conseil) (*élection des s^{rs} Jour, LHÉRISSEL et PLATTON ; SOCIÉTÉ DE SECOURS DES MINES DE BEAUBRUN*) ; III, 551.

JUGEMENT DU TRIBUNAL DE JUSTICE DE PAIX de Compiègne, du 27 novembre 1894 (*tribunal correctionnel*). Carrière abandonnée ; absence de clôture ; contravention à la charge du propriétaire du terrain ; VI, 339.

— 1^{er} décembre 1894, Douai (*justice de paix ; canton sud*). Caisse de secours d'ouvriers mineurs ; nomination des membres du conseil d'administration (loi du 23 juin 1894, article 14) ; contentieux électoral (SOCIÉTÉ DE SECOURS DES MINES D'ANICHE) ; IV, 83.

— 2 décembre 1894. Aubin (Aveyron). Caisse de secours d'ouvriers mineurs ; nomination des membres du conseil d'administration ; question d'éligibilité (application de l'article 41 de la loi du 29 juin 1894 ; *affaire SOCIÉTÉ DE SECOURS DES MINES DE CRANSAC*) ; IV, 90.

— 22 avril 1895. Nancy (*tribunal civil*). Détournement de sources occasionné par l'exploitation d'une mine ; exécution, à la charge de l'exploitant, des travaux nécessaires pour la réparation du dommage (*affaire MULLER contre SOCIÉTÉ DE VEZIN-AULNOYE*) ; V, 97.

— 22 juin 1895. Lens (*justice de paix*). Caisse de secours d'ouvriers mineurs (loi du 29 juin 1894) ; nomination des membres du conseil d'administration ; question de l'éligibilité à ces fonctions, des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs (*affaire SOCIÉTÉ DE SECOURS DES MINES DE BÉTHUNE ; élection du s^r BEUGNET*) ; IV, 405.

JUGEMENT DU TRIBUNAL DE JUSTICE DE PAIX de Béthune, du 9 août 1895 (*tribunal civil*). (Jugement par défaut). Caisse de secours d'ouvriers mineurs ; nomination et renouvellement des membres du conseil d'administration (application de l'article 12 de la loi du 29 juin 1894 ; durée du mandat de l'administrateur) ; (*affaire SOCIÉTÉ DE SECOURS DES MINES DE LENS*) ; IV, 494.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL d'Autun, du 13 août 1895. Mines ; dommages causés à un édifice bâti sur un terrain vendu avec clause de non-garantie (*affaire GOUTHIÈRE contre SCHNEIDER ET C^{ie}*) ; VI, 317.

— 14 août 1895. Saint-Etienne Mines : dommages à la surface ; responsabilité de l'exploitant (*affaire CLARARD contre COMPAGNIE DES MINES DE MONTRAMBERT*) ; X, 144.

— 23 août 1895. Béthune. Caisse de secours d'ouvriers mineurs ; rejet de l'opposition au jugement rendu par défaut le 9 août 1895 (voir *suprà*) ; IV, 495.

— 24 août 1895. Romans (*tribunal de commerce*). Mines de schistes bitumineux ; distillation et vente, par le concessionnaire, des huiles minérales en provenant ; caractère juridique de l'entreprise (*affaire VALLAT, MALLEVAL ET C^{ie} contre RÉROLLE ET CONSORTS (SOCIÉTÉ DES MINES DE SCHISTES DE CHEVIGNY)*) ; V, 396.

JUGEMENT DU TRIBUNAL DE JUSTICE DE PAIX de Lens, du 18 septembre 1895. Caisse de secours d'ouvriers mineurs ; nomination et renouvellement des membres du conseil d'administration ; délais à observer (application des articles 41 et 13 de la loi du 29 juin 1894) ;

(*affaire SOCIÉTÉ DE SECOURS DES MINES DE LENS*) ; V, 334.

JUGEMENT DU TRIBUNAL DE JUSTICE DE PAIX de Vimy, du 19 septembre 1895 (*justice de paix*). *Idem* ; même affaire que la précédente ; V, 337.

— 21 septembre 1895. Cambrai (*justice de paix*). *Idem. Idem* ; V, 338.

— 18 mars 1896. Albi. Mines ; occupation de terrains ; acquisition et paiement au double de la parcelle occupée et indemnité au simple pour dommages causés à la propriété (*affaire FENIÈS contre COMPAGNIE DES MINES DE CARMAUX*) ; VI, 345.

— 22 avril 1896. Châteauroux (*tribunal correctionnel*). Carrière ; défaut de déclaration ; question de la prescription ; VII, 72.

— 1^{er} juin 1896. Aix (*tribunal civil*). Caisse de secours d'ouvriers mineurs antérieure à la loi du 29 juin 1894. Liquidation (*affaire CAISSE DE SECOURS DES MINES DE TRETTS*) ; VI, 284.

— 1^{er} juin 1896. Saint-Etienne. Eaux minérales ; travaux portant atteinte à la conservation des sources ; responsabilité civile (jugement préparatoire) ; (*affaire COMPAGNIE DES EAUX MINÉRALES DE SAINT-GALMIER et CONSORTS THIOLIERE contre FORISSIER et CONSORTS*) ; VII, 382.

— 4 juin 1896. Béthune. Dommages causés par l'exploitation souterraine d'une mine à une propriété superficielle et au régime d'un cours d'eau la traversant (*affaire ARONIO DE REMBLAY contre COMPAGNIE DES MINES DE LIÉVIN*) ; VI, 363.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL de la Seine, du 10 juin 1896. Caisse de secours d'ouvriers mineurs antérieure à la loi du 29 juin 1894 ; cessation de liquidation par suite de la liquidation de la société concessionnaire de la mine (*affaire veuve AMBROISE et CONSORTS contre SOCIÉTÉ DES MINES DE BERT*) ; V, 667.

— 22 juin 1896. Saint-Etienne. Mines ; redevances tréfoncières ; interprétation des actes administratifs déterminant la quotité de ces redevances ; renvoi à statuer devant l'autorité compétente (*affaire SOCIÉTÉ CIVILE DES TRÉFONDS contre COMPAGNIE DES MINES DE ROCHE-LA-MOILLÈRE ET FIRMINY*) ; VIII, 642.

— 11 décembre 1896. Tébessa (*tribunal de simple police*). Exploitation de phosphate de chaux en Algérie ; carrière ouverte antérieurement à la mise en vigueur du règlement du 12 octobre 1895 ; VI, 445.

— 23 décembre 1896. Alais (*tribunal civil*). Caisse de prévoyance d'ouvriers mineurs ; ouvrier blessé ; validité de la procédure malgré l'usage indûment attribué du bénéfice de l'assistance judiciaire (*affaire ROUX contre MARSAUT*) ; VI, 429.

— 5 janvier 1897. Aix. Caisse de secours antérieure à la loi du 29 juin 1894 ; liquidation ; homologation du rapport d'expertise (*affaire CAISSE DE SECOURS DES MINES DE TRETTS*) ; VI, 285 et 293.

— 22 mars 1897. Baugé (*tribunal correctionnel*). Carrière ; exploitation dans le terrain d'autrui

moyennant redevance; défaut de déclaration; VI, 340.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL de *Béthune*, du 23 juillet 1897. Institutions patronales pour allocation de secours à raison d'accidents; caractère non contractuel (*affaire TOUZART contre COMPAGNIE DES MINES DE VICOIGNE ET NŒUX*); VIII, 36.

— 23 novembre 1897. *Bône*. Exploitation, par le concessionnaire d'une mine de fer, de minerais superficiels sis à l'intérieur du périmètre de la concession (*affaire GUINEBERTIÈRE ET HARVIN contre COMPAGNIE DES MINÉRAIS DE FER MAGNÉTIQUE DE MOKTA-EL-HADID; mines de Bou-Hamra*); VII, 524.

— 16 décembre 1897. *Béthune*. Mines, occupation de terrains; règlement de l'indemnité due (*affaire consorts DUPOUICH contre COMPAGNIE DES MINES DE BÉTHUNE*); VIII, 37.

— 8 mars 1898. *Saint-Girons*. Mines; droits d'invention (*affaire CARBONNEL contre SCHMID*); IX, 60.

— 9 juin 1898. *Saint-Etienne*. Eaux minérales; travaux portant atteinte à la conservation des sources; responsabilité civile (*affaire COMPAGNIE DES EAUX MINÉRALES DE SAINT-GALMIER et consorts THIOLLIÈRE contre FORISSIER et consorts*); VII, 385.

— 15 février 1899. *Blois*. Carrière souterraine; galeries superposées constituant des propriétés distinctes; droits des propriétaires respectifs (*affaire BIGOT contre BONROY*); X, 19.

— 31 mars 1899. *Bône*. Exploitation, par le concessionnaire d'une mine de fer, des minerais

superficiels sis à l'intérieur de la concession (*affaire GUINEBERTIÈRE ET HARVIN contre COMPAGNIE DES MINÉRAIS DE FER MAGNÉTIQUE DE MOKTA-EL-HADID; mines des Karézas*); IX, 489.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL de *Béthune*, du 27 avril 1899. Mines; dommages causés à un immeuble; responsabilité de l'exploitant nonobstant les offres, préalablement faites par lui de payer la dépréciation du terrain devenu impropre à recevoir des constructions (*affaire RINCHEVAL contre SOCIÉTÉ DES MINES DE LENS*); X, 466.

— 1^{er} juin 1899. *Béthune*. Accident imputable aux préposés d'un exploitant de mines; responsabilité de ce dernier et action récursoire contre les préposés (*affaire GAMBERT contre COMPAGNIE DES MINES DE DROCOURT*); X, 482.

— 23 juin 1899. *Bône*. Exploitation, par le concessionnaire d'une mine de fer, des minerais de fer superficiels sis à l'intérieur de la concession (*affaire GUINEBERTIÈRE ET HARVIN contre COMPAGNIE DES MINÉRAIS DE FER MAGNÉTIQUE DE MOKTA-EL-HADID; mines de Bou-Hamra*); IX, 481.

— 30 août 1899. *Saint-Etienne*. (*tribunal correctionnel*). Grève d'ouvriers mineurs; réquisition; application de l'article 5 du décret du 3 janvier 1813 (*grève d'août 1899 aux mines de la Loire*); IX, 202.

— 3 avril 1900. *Saint-Etienne* (*tribunal de commerce*). Contestations entre les exploitants de mines et leurs ouvriers; incompétence des conseils de prud'

hommes (*affaire GUILLAUMOND contre Veuve PAYEN*); IX, 237.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL de *Saint-Etienne*, du 7 avril 1900 (*tribunal correctionnel*). Grève d'ouvriers mineurs, réquisitions; application de l'article 5 du

décret du 3 janvier 1813 (*grève d'août 1899 aux mines de la Loire*); IX, 204.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CORRECTIONNEL de *Lille*, du 5 mai 1900. Appareils à vapeur; contravention aux règlements; X, 205.

IV. — Documents divers.

DIX-NEUVIÈME SECTION

CONVENTION INTERNATIONALE de Berne, du 14 octobre 1890, pour le transport des marchandises par chemins de fer. Extrait. Dispositions réglementaires, III, 30; Déclaration additionnelle du 20 septembre 1893; V, 565; Arrangement additionnel du 16 juillet 1895, V, 6.

CAISSES DE SECOURS ET DE RETRAITES DES OUVRIERS MINEURS. *Commission arbitrale pour la liquidation des anciennes caisses de prévoyance*. Discours prononcé, le 18 août 1894, par M. Barthou, ministre des travaux publics, à la séance d'installation de la commission arbitrale instituée en conformité de l'article 26 de la loi du 29 juin 1894; III, 458. — Discours prononcé, le 12 février 1896, par M. Guyot-Dessaigne, ministre des travaux publics, à la séance de clôture des travaux de la commission

arbitrale; V, 65. — Note sur les travaux de la commission arbitrale; V, 327.

RAPPORTS de la commission supérieure du travail. Extraits concernant le travail des enfants et des femmes, dans les mines, minières et carrières, années: 1895, V, 633; 1896, VI, 532; 1897, VII, 567; 1898, VIII, 534; 1899, IX, 439; 1900, X, 445.

RAPPORTS de la commission de la Statistique de l'industrie minérale et des appareils à vapeur. Rapports concernant les années: 1891, I, 409; 1892, II, 574; 1893, III, 614; 1894, IV, 533; 1895, V, 659; 1896, VI, 540; 1897, VII, 572; 1898, VIII, 673; 1899, IX, 551; 1900, X, 421.

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1900. Récompenses décernées aux exposants; extraits concer-